

<h1>1975</h1>	<p>Source : <i>La Revue nouvelle</i> N° 5-6 mai-juin 1975</p>
---------------	---

Lettre aux amis d'Israël

Marcel Liebman

Quoi qu'on en dise et quoi qu'ils en disent eux-mêmes, les Israéliens ne manquent pas d'amis dans le monde et n'en ont jamais manqué. Peu de nations font l'objet de tant de sollicitude ; rarement le sort d'un petit pays n'a suscité, loin de ses frontières, autant de préoccupations, autant de ferveur, autant d'angoisse. Non ; ce qui manque à Israël, ce n'est pas l'amitié, mais une *certaine* amitié, qui ne soit ni aveugle ni passionnelle, mais raisonnée et lucide.

Aujourd'hui, les périls qui menacent l'Etat hébreu sont si grands qu'il ne trouvera d'assistance que dans la raison et de secours que dans la lucidité. Et il est temps que ceux qui lui sont le plus attachés lui offrent enfin l'un et autre. Il n'est pas sûr cependant qu'ils soient actuellement disposés à en écouter le langage. A moins que devant une situation aussi inattendue et qui menace de tourner à la catastrophe, ils soient capables d'un sursaut qui rompe avec les habitudes et les conditionnements les plus tenaces.

Une solitude croissante

Une situation aussi inattendue. Jusqu'en octobre 1973, la vitalité d'Israël et son dynamisme étaient tenus pour acquis. La comparaison était constante entre la sobre assurance israélienne et le délire passionnel des Arabes. Rien ne paraissait impossible aux Israéliens, à leur gouvernement, à leurs bâtisseurs, à leurs armées et à leurs services de renseignement. A des titres divers, ils semblaient tous incarner les infinies possibilités de la science et de l'intelligence face au monde verbeux et rétrograde des Arabes. Et le temps lui-même, s'ajoutant à la technologie et à la puissance économique, paraissait jouer en leur faveur. En un peu plus d'un an, une série d'événements a bouleversé des évidences que l'on croyait définitives. Il y eut la surprise de la guerre d'octobre [1973] ; les effets de la crise pétrolière ; les succès de l'OLP, au sein du camp arabe d'abord, et dans l'arène internationale ensuite. Il y eut la crise économique israélienne révélant les faiblesses criantes d'une société menacée de l'intérieur et de l'extérieur. Plus près de nous encore, l'échec de la mission Kissinger achève de dissiper des illusions faciles : le Moyen-Orient se trouve dans une situation explosive et la

prochaine conflagration constituerait, pour la nation israélienne, une cinquième épreuve cruciale ; elle démontrerait alors et, une fois de plus, son courage et la précarité de son destin.

Accepteront-ils, les nombreux et fervents amis d'Israël, devant d'aussi angoissantes incertitudes, d'affronter la réalité en face ? Et sauront-ils éviter les pièges qui exercent sur eux de troubles séductions ? Parmi ces pièges, il y a tout d'abord la propension à rendre responsables des malheurs d'Israël les éternels conspirateurs d'un éternel complot. Lorsque, en novembre dernier, l'ONU a fait à Yasser Arafat un accueil triomphal, nombre de sionistes ont voulu voir dans cet événement la dernière manifestation d'un séculaire antisémitisme. Ainsi, après un trop court répit, le monde retrouvait des réflexes ancestraux de haine antijuive et Israël, marqué par une vocation au martyr, prenait à son tour rendez-vous avec le malheur. Il eût pourtant été possible de donner à un phénomène *politique* une explication *politique*. De lier la décision de l'organisation internationale à sa composition actuelle : dès lors qu'elle a cessé d'être la chasse gardée du monde occidental, fallait-il s'étonner qu'elle préfère aux intérêts israéliens ceux des Palestiniens ? De même que l'ONU, entièrement dominée par les Etats-Unis et l'Europe, avait en 1947 créé l'Etat hébreu sans l'avis du tiers monde, celui-ci, aujourd'hui, numériquement le plus fort, rétablit l'équilibre en écoutant ces Palestiniens qu'on avait, il y a vingt-cinq ans et pendant vingt-cinq ans, contraints au silence. La question n'est pas de savoir si, ce faisant, l'Organisation des Nations Unies a agi avec sagesse, mais seulement si elle a violé une règle morale et fait d'Israël la victime d'un exceptionnel abus. Pour se présenter comme la cible d'une éternelle malédiction, Israël, et les amis qu'il compte dans le monde, se détournent en tout cas de l'analyse sobre et pondérée et lui préfèrent des raisonnements dont l'apolitisme et l'irrationalité sautent aux yeux. Il est vrai que ceux-ci présentent un avantage politique : en désignant le destin comme coupable et en accusant la malveillance haineuse des nations, on lave en même temps le gouvernement israélien de toute responsabilité dans son isolement actuel.

Cette dérobade connaît une autre modalité encore. La solitude croissante de l'Etat sioniste est, dit-on, le prix scandaleux que les cheiks font payer à un monde assoiffé de pétrole. Certes, personne ne songerait à nier que les Arabes ont su tirer un profit politique de leurs ressources énergétiques. Mais ont-ils, pour autant, le monopole du chantage ? Et innovent-ils, dans un monde harmonieux et égalitaire, en exerçant des pressions que personne avant eux n'aurait eu l'arrogance d'utiliser ? En soumettant l'octroi de crédits et d'avantages commerciaux à l'URSS à la modification de sa politique d'émigration, les Etats-Unis, sous la pression israélienne, se livraient-ils à autre chose qu'un chantage ? Enfin et surtout : peut-on oublier que, pour ce qui est des Etats africains notamment, la décision de rompre avec Israël fut antérieure à la crise pétrolière

et traduit leur réprobation à l'égard de la politique d'annexions pratiquée par le gouvernement de Tel-Aviv ?

Politique sioniste et sécurité des Juifs

Or, pour tous ceux qui se préoccupent de l'avenir des Israéliens, la question qui se pose devrait être de savoir dans quelle mesure la crise que connaît aujourd'hui l'Etat israélien est imputable, plutôt qu'à la mystérieuse malédiction qui pèserait sur un peuple, à la très concrète politique que mènent ses dirigeants.

La question est plus fondamentale encore et dépasse la conjoncture, même lorsque celle-ci, en définitive, l'impose. L'impasse où se trouve aujourd'hui Israël ne conduit-elle pas à s'interroger sur la validité des postulats qu'il s'est choisis pour fonder son existence et l'orienter ?

Le sionisme, dès son apparition à la fin du XIXe siècle, s'est présenté comme la solution à la « question juive » : constatant la persistance de l'antisémitisme au sein de la société libérale française, Theodor Herzl, peu après l'affaire Dreyfus, proposait, comme seule réplique à la persécution des Juifs, leur rassemblement en un Etat particulier. Le mouvement sioniste était né. Dans leur grande majorité, ses premiers partisans estimèrent qu'un tel Etat ne pouvait être établi qu'en Palestine, berceau d'une nation hébraïque depuis longtemps dispersée. Se heurtant à l'hostilité des uns - Juifs religieux qui ne voulaient voir dans le retour à la « Terre promise » qu'une entreprise spirituelle liée à une espérance messianique, et mouvement ouvrier juif dénonçant le caractère bourgeois du sionisme - et à l'indifférence du plus grand nombre, entretenu seulement par la conviction et l'esprit pionnier de quelques-uns, le sionisme n'a longtemps été qu'une aventure tenant tout à la fois du colonialisme, d'un socialisme tolstoïen et d'une vague mystique nationale. Seuls les calculs impérialistes de la Grande-Bretagne l'ont sorti de l'impuissance et c'est finalement la gigantesque persécution antijuive déclenchée par l'hitlérisme en Europe qui lui fit enregistrer un progrès décisif. C'est dans cette dernière circonstance qu'il a trouvé sa justification aux yeux des Occidentaux, témoins souvent impassibles d'un massacre collectif, fort soucieux d'en réparer les dommages et décidés à faire payer aux Palestiniens le prix de cette réparation.

Il est vain de s'interroger ici sur ce que l'histoire eût pu être ni sur ce que les amis d'Israël ont espéré qu'elle devînt. Quelles que fussent les motivations des immigrants juifs, quelles que rigoureuses que fussent les contraintes où ils furent placés à la veille et au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'oeuvre sioniste devait nécessairement se heurter à un obstacle qu'elle n'a jamais été en mesure de surmonter : voulue par des Européens au bénéfice d'autres Européens, elle a prétendu se passer du concours des populations immédiatement et directement concernées par des décisions qui furent prises sans elles et par la « solution » d'un problème qui n'était pas le leur. Le sionisme

et l'établissement d'un « foyer national juif » en Palestine ont certes permis, à l'heure des plus grands périls, de sauver du massacre quelques centaines de milliers de Juifs. Mais cela n'a pas suffi à supprimer l'énorme hypothèque qui a pesé sur le destin de l'Etat d'Israël. Et comment attendre des Arabes, en particulier des Arabes de Palestine, qu'ils acceptent une entreprise qui les a dépossédés de leur terre et, pour ceux d'entre eux qui n'en ont pas été éloignés, les a réduits au statut de minorité, tolérée dans son propre pays par un pouvoir qui lui demeure foncièrement étranger ?¹

Ce « refus arabe » s'est traduit par un enchaînement de violence où terreur et contre-terreur se répondent et où Israël a jugé - et depuis longtemps - qu'acculé à une systématique méfiance, il n'avait de recours que dans sa force militaire et dans le secours de l'Occident. On ne jugera pas ici cette politique selon ses mérites et ses justifications idéologiques, mais à ses résultats. Le sionisme prétendait créer pour les Juifs un Etat-refuge et un havre de paix. Or, Israël est aujourd'hui le seul pays au monde où l'existence de Juifs est réellement mise en péril. C'est le seul Etat au monde qui fait de leur protection sa raison d'être. Mais c'est aussi celui où leur protection est la moins assurée. Après trois quarts de siècle d'existence, le sionisme révèle une double carence. Il n'a pas réussi à rassembler plus d'un quart des Juifs dans l'Etat qui leur est destiné. Encore et surtout : ceux qui, pour des raisons diverses, ont répondu à son appel et sont aujourd'hui les citoyens juifs d'un Etat juif sont plus menacés que partout ailleurs dans le monde. On peut discuter des causes d'une telle menace. On ne peut mettre en doute sa réalité.

L'instrument inadéquat d'un objectif légitime

Qu'en conclure ? A tout le moins que le moment est venu de discuter ouvertement de l'adéquation de l'Etat sioniste au but qu'il se propose. S'il a manqué son objectif, il serait désastreux que les amis d'Israël se refusent à le reconnaître. Pourquoi se soustraient-ils à cette observation factuelle ? Parce qu'ils sont convaincus qu'en défendant Israël, ils remplissent un devoir sacré, si impérieux qu'il ne souffre aucune remise en cause. Cette position est-elle toutefois fondée et répond-elle à la préoccupation de ceux qui s'en réclament ? Car, après tout, n'est-il pas temps d'enfin se demander si c'est la survie de l'Etat d'Israël dont il faut faire un impératif plutôt que celle des *Israéliens*. L'identité entre l'Etat d'Israël et ses citoyens (juifs), entre l'intérêt de l'un et celui des autres sont tenus pour des postulats intangibles. Reconnaître aujourd'hui la grande misère d'Israël oblige, en bonne logique, à mettre ces postulats en doute.

¹ Puisque l'Etat israélien s'est constitué en « Etat juif » et se présente officiellement comme tel, ses citoyens arabes qui sont près d'un demi million ne peuvent en aucune façon s'identifier avec lui.

Ce doute, au demeurant, doit dépasser ses limites et se présenter non seulement comme une interrogation critique mais comme une démarche *constructive*. Au départ, il y a un impératif catégorique : rechercher, dans l'imbroglie moyen-oriental, une voie qui soit non seulement pour les Arabes, mais aussi pour les Israéliens, celle de la survie. Et, il s'entend, d'une survie qui les saisisse comme individus et comme membres d'une entité nationale ayant son identité propre.

Ainsi posée, la question est susceptible d'une définition moins vague : si le sionisme et son Etat ne sont pas capables d'assurer une telle survie, ne faut-il pas découvrir une solution de substitution ? Puisque l'établissement d'un Etat *juif* dans un environnement arabe contraint cet Etat à protéger son caractère juif par une politique qui exile les Arabes et les minorise, c'est que la formule même d'un tel Etat hypothèque l'avenir des trois millions de Juifs rassemblés au Moyen-Orient. Peut-on cependant sauvegarder leur existence et leur identité - leurs droits individuels et collectifs ? C'est, en tout cas, cette tâche-*là* qu'il faut juger primordiale. Et non la défense quasi fétichiste d'un type d'Etat qui se révèle être l'instrument fondamentalement inefficace d'un objectif fondamentalement légitime, dans la mesure où il entend soustraire une collectivité humaine aux dangers de persécution qui la menacent.

De la mystique suicidaire aux voies de la raison

L'Etat israélien étant ce qu'il est, il est inconcevable qu'il abandonne à brève échéance les structures sionistes qu'il s'est choisies. Mais l'évolution commande le destin des Israéliens au Moyen-Orient doit aller dans le sens d'une « désionisation » sans laquelle on imagine mal l'intégration d'Israël dans la région. Cette « désionisation » - à moins d'une issue apocalyptique contraire aux intérêts de tous les peuples concernés - sera nécessairement lente; ses étapes seront étalées et les Israéliens eux-mêmes doivent contribuer à en fixer les modalités. Mais c'est dans *cette* optique - c'est-à-dire dans une perspective entièrement nouvelle - que devraient désormais être posés le problème des réfugiés palestiniens et de leur droit au retour, celui des droits de la minorité arabe en Israël et des discriminations que leur impose l'Etat juif, celui des rapports que les Israéliens entretiennent avec l'organisation sioniste mondiale et avec l'Occident, et bien d'autres problèmes encore.

Pour ce qui est des réfugiés arabes, il est impossible de leur refuser plus longtemps et à jamais le droit à retrouver leurs terres pour la seule raison que leur présence mettrait en danger la *majorité juive* établie en Israël. Ce principe acquis, il faudrait pouvoir étaler leur rétablissement dans le temps, imaginer les modalités assurant un passage graduel et pacifique d'une situation intolérable à une coexistence harmonieuse. Mais la direction du mouvement, tout au moins, à défaut de son rythme devrait être clairement tracée. Au sein même d'Israël, leur statut, ainsi que celui de tous

les Arabes qui y vivent actuellement, devrait répondre aux exigences d'une croissante égalisation : les interdits sociaux et politiques devraient être levés et toute pratique discriminatoire entre citoyens juifs et non juifs progressivement supprimée². Sur le plan international enfin, il y aurait lieu de réaménager les liens privilégiés qui unissent l'Etat hébreu aux Juifs du monde et qui font d'Israël un Etat foncièrement *juif* – « aussi juif que l'Angleterre est anglaise » selon la vieille aspiration sioniste. Certes, ce réaménagement lui aussi ne peut être que progressif. Evoluant au rythme même de la détente, il n'ignorerait pas les liens affectifs entre la « diaspora » et Israël, mais il viserait à tout le moins à les dépolitiser et à distendre le cordon ombilical (et aussi les « cordons de la bourse ») qui soudent le sionisme à son hinterland occidental et capitaliste.

Que cela implique la révision déchirante de toute une politique, de toute une idéologie et d'une série d'intérêts matériels qui y sont liés, qui s'en nourrissent et les renforcent, cela est évident. Mais quelle autre voie s'ouvre à Israël, aux Israéliens et à leurs amis ?

Il en est une en tout cas qui paraît avoir les faveurs de certains et qui place l'avenir d'Israël sous le signe d'une mystique suicidaire. André Fontaine en rendait compte il y a quelque temps dans *Le Monde*. « Il faut savoir, y écrivait-il, que le complexe de Massada³, de la mort collective, hante ce peuple dont l'angoisse a été la fidèle compagne. Mais il faut savoir qu'il entend cette fois ne pas mourir sans entraîner dans la mort ses ennemis, voire ceux qui lui auront refusé les moyens de vaincre ».

Cette perspective conjugue l'horrible et l'absurde. Il ne s'agit pas pour les Israéliens de choisir une mort collective où ils entraîneraient des ennemis trop obstinés et des témoins trop passifs. Il s'agit de rechercher, par des efforts moins dispendieux que les efforts militaires, les moyens qui leur permettront enfin non de mourir « en beauté » mais de vivre en paix. Si le sionisme confronte ses partisans avec un avenir aussi apocalyptique, il faut en tout cas en reconnaître la faillite. Cet « aveu » incombe surtout aux innombrables amis que les Israéliens comptent dans le monde et pour qui les raisonnements de routine et les réflexes purement émotionnels sont aujourd'hui devenus d'inacceptables alibis et de désastreux aveux d'impuissance.

² Pour ne prendre qu'un seul exemple les terres appartenant au Fonds national juif, en charge, depuis les débuts de l'entreprise sioniste, de son secteur agricole, ne peuvent aujourd'hui encore ni être vendues ni être louées à des Israéliens arabes.

³ Forteresse que les Hébreux défendirent, en 73, contre les Romains et où ils s'immolèrent plutôt que de se rendre.